

# Sélection d'article sur la politique suisse

processus

**Pour un ombudsman agricole et alimentaire (lv. pa. 22.476)**

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Ziehli, Karel

## Citations préféré

Ziehli, Karel 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Pour un ombudsman agricole et alimentaire (lv. pa. 22.476), 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 30.06.2025.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Economie</b>	1
Agriculture	1
Denrées alimentaires	1

## Abréviations

**WAK-NR** Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats  
**WEKO** Wettbewerbskommission

---

**CER-CN** Commission de l'économie et des redevances du Conseil national  
**COMCO** Commission de la concurrence

# Chronique générale

## Economie

### Agriculture

#### Denrées alimentaires

INITIATIVE PARLEMENTAIRE  
DATE: 01.11.2023  
KAREL ZIEHLI

La CER-CN a donné son aval pour renforcer la surveillance de la **formation des prix des produits agricoles**, mais a refusé de soutenir la proposition Python (vert-e-s, VD) d'**instaurer un Ombudsman** à cet égard. Selon l'avis majoritaire, il existe aujourd'hui suffisamment de relais pour dénoncer les prix abusifs. Une minorité défendra l'initiative parlementaire en chambre, arguant qu'il est nécessaire de «renforcer la position des agricultrices et des agriculteurs en mettant en place un interlocuteur indépendant». <sup>1</sup>

INITIATIVE PARLEMENTAIRE  
DATE: 11.12.2023  
KAREL ZIEHLI

Le Conseil national a suivi la majorité de la CER-CN et a refusé de donner suite à l'initiative parlementaire Python (vert-e-s, VD). Le texte a été défendu en chambre par Delphine Klopfenstein Broggini (vert-e-s, GE), Valentine Python n'ayant pas été réélue lors des élections d'octobre 2023. La verte genevoise estime nécessaire de créer un poste d'ombudsman, alors que Migros et Coop forment un duopole qui possède un pouvoir disproportionné face aux productrices et producteurs. En effet, les deux géants de l'agro-alimentaire «contrôlent près de 80 pour cent du commerce de détail alimentaire national» et ont donc un pouvoir sur la **formation des prix des produits agricoles**. Depuis les années 1990, les coûts de production n'ont cessé d'augmenter sans pour autant être répercutés sur les prix d'achats aux productrices et producteurs. Instaurer un **ombudsman** permettrait ainsi au monde agricole de dénoncer anonymement des situations d'abus. Représentant la majorité de la commission, Marcel Dettling (udc, SZ) a tenu à préciser que la CER-CN partage les mêmes préoccupations, tout en doutant de l'efficacité de cette mesure. Deux organes existent d'ores et déjà s'agissant de la politique des prix : d'une part, la surveillance des prix – avec, à sa tête, Monsieur prix, Stefan Meierhans – et d'autre part la Commission de la concurrence (Comco). La Commission préfère soutenir l'initiative parlementaire Pasquier-Eichenberger (vert-e-s, GE) qui demande plus de transparence dans la formation des prix et une meilleure surveillance des marchés. 125 parlementaires ont suivi la majorité de la commission, tandis que seulement 61 élu.e.s de la gauche ont voulu donner une chance à ce texte qui est ainsi classé (1 abstention). <sup>2</sup>

---

1) Communiqué de presse CER-CN du 1.11.23

2) AB NR, 2023, S.2022 f.